

Dans la tradition

Fédération Anarchiste
du Royaume-Uni

Ce qui suit a pour but de décrire les divers mouvements politiques, événements, idées et individus qui ont, d'une manière ou d'une autre, influencé le développement de la Fédération Communiste Anarchiste et plus tard de la Fédération Anarchiste.

1. De la Première Internationale à la révolution espagnole
page 3
2. La seconde guerre mondiale et après: Socialisme et Barbarie, 1956 en Hongrie, Solidarity, Noir et Rouge.
page 10
3. 1968 en France et ses conséquences
page 17
4. La Nouvelle Gauche, le Plateformisme, Wildcat
page 24
5. La grève des mineurs, Class War, l'écologie sociale et les verts, COBAS
page 27

Ceci n'est ni un arbre généalogique, ni une revue systématique de l'univers politique révolutionnaire des 150 dernières années, mais une tentative de reconnaître celles-ceux qui paarticipent de notre vision politique. Une véritable théorie révolutionnaire est toujours en développement: elle construit sur le passé et essaye de contribuer à un noyau d'idées et de pratiques qui reste au centre de tout projet révolutionnaire. La théorie, notre compréhension du monde, n'a pas évolué en ligne droite, mais s'est développée par à-coups au fil de la lutte de classes. Souvent, les leçons apprises semblent oubliées et redécouvertes des années plus tard. Les révolutionnaires semblent parfois réinventer la poudre. Les événements dans un pays peuvent rester presque inconnus ailleurs pour des raisons linguistiques et autres. Les groupes et les individus peuvent tomber sur des conclusions similaires à partir de différents points de départ, sans avoir connaissance les un-es des autres. Les animosités idéologiques, souvent fondées sur autre chose que la raison, peuvent faire que de telles entreprises ne bénéficient jamais de la pollinisation croisée de leurs idées.

La Fédération Communiste Anarchiste a été créée en 1985/86 (sous la forme du Groupe de Discussion Communiste Libertaire), comme une tentative pour remédier au manque de politique de lutte de classes et d'organisation cohérentes parmi les anarchistes britanniques. Au-delà de cet objectif, la Fédération Communiste Anarchiste a du défendre une approche non-dogmatique, tout en rejetant l'éclectisme aléatoire qui aurait garanti une paralysie politique.

De la Première Internationale à la révolution espagnole.

La Première Internationale

‘L’émancipation de la classe ouvrière est la tâche de la classe ouvrière elle-même.’

Cette devise de l’AIT, probablement formulée par Karl Marx, décrit la différence entre les révolutionnaires qui pensent que la classe ouvrière est l’agent de la transformation révolutionnaire (Marx, Bakounine) et celles-celles qui pensent que la libération de la classe ouvrière est la tâche d’autres forces (socialistes utopistes, proudhonnistes et blanquistes). La division au sein de l’Internationale entre les ‘communistes’ (les marxistes) et les socialistes révolutionnaires (anarchistes) a créé deux ‘ailes’ du socialisme. La vaste majorité des marxistes (sociaux-démocrates, léninistes) ont annoncé la devise de la Première Internationale tout en agissant à son encontre en pratique. En dépit de toutes sortes de confusions, d’impasses tactiques et de trahisons, les anarchistes révolutionnaires y sont restés fidèles.

Les Communistes Anarchistes

Aucun stand de la Fédération Anarchiste n’est au complet sans au moins quelques uns des classiques de ce qu’on peut appeler la pensée communiste anarchiste traditionnelle.

Bien que Bakounine, incapable d’envisager un communisme sans état, a été collectiviste et a défendu une forme d’économie d’échange, dès les années 1880, le mouvement anarchiste a rejeté l’économie proudhonniste pour le communisme. Pierre Kropotkine est considéré à juste titre comme le chef de file du communisme anarchiste à la fin du dix-neuvième et début du vingtième siècle et son livre *La Conquête du pain* (1888) et en général considéré comme le plus puissant ouvrage du communisme anarchiste insurrectionnel. Kropotkine défend l’idée selon laquelle toute révolution qui ne communiserait pas immédiatement toutes les relations sociales, n’exproprierait pas la bourgeoisie et n’abolirait pas le salariat serait condamnée à recréer une forme de société exploitrice fondée sur la propriété privée. Les communistes anarchistes se sont attaqués à la notion de période de transition caractérisée par la continuation du système monétaire, même si l’argent serait remplacé par des bons de travail ou autres. Contrairement au mouvement social-démocrate, pour qui la continuation du salariat, sous contrôle de l’état, était un aspect central du ‘socialisme’, les communistes anarchistes voulaient une société fondée sur l’idée selon laquelle ‘Chacun produit selon sa capacité et reçoit selon ses besoins’.

Le mouvement international

Le communisme anarchiste avait ses partisans dans la plupart des pays du monde. Il est impossible de faire une liste de celles-ceux qui ont contribué de façon importante aux débuts de la théorie et du mouvement, mais l'on peut noter Carlo Cafiero, Sébastien Faure, Ricardo Flores Magon et Kotoku Shusui. A l'intérieur du mouvement, il existaient plusieurs différences tactiques. A un niveau plus profond, il y avait des différences entre les courants pro-organisationnels, comme ceux autour de l'ancien social-démocrate et député Johann Most et d'Errico Malatesta et les courants anti-organisationnels, comme ceux autour de Luigi Galleani. Au sujet du syndicalisme, il y avait aussi des divergences. Bien qu'une majorité de communistes anarchistes soutenaient, de façon critique ou non, le mouvement syndicaliste, les premières critiques de toute identification de l'anarchisme avec le syndicalisme, comme celle de Malatesta, eurent une influence profonde sur la Fédération Communiste Anarchiste des débuts lorsque nous nous sommes intéressé-es aux critiques anarchistes du syndicalisme. En effet, l'anarchisme pragmatique de Malatesta a été important pour la FCA dans bien des domaines.

La Ligue Socialiste

La dominance de la sociale démocratie réformiste au sein du mouvement travailliste n'a pas été remise en cause que par les anarchistes. Dans de nombreux pays, des oppositions antiparlementaires se sont développées et, en Grande-Bretagne, une section de la Ligue Socialiste, une scission de la Fédération Sociale-Démocrate a défendu une position communiste anti-étatiste, rejetant tout autant la politique de nationalisation soutenue par la social-démocratie. Elles-ils ont condamné 'Le socialisme d'état, sous quelque nom que ce soit, dont le but est d'offrir des concessions à la classe ouvrière tout en laissant le système actuel du capital et du salariat en place', *Manifeste de la Ligue Socialiste*, 1885.

Les communistes anti-étatistes, qui comptaient William Morris et Joseph Lane, furent parmi les premier-es à critiquer le syndicalisme, qu'elles-ils ont comparé à la graisse qui huile la 'machine d'exploitation'. Dans son *Manifeste communiste anti-étatiste* de 1887, Lane écrit que les syndicats deviennent 'pas vraiment mieux que des caisses d'allocation' et rejette la campagne pour la journée de huit heures comme une 'mesure palliative'. Pour les théoricien-nes tel-les que Morris, le socialisme ou le communisme ne sont pas des journées moins longues, des allocations sociales ou de meilleurs salaires, mais la création de conditions dans lesquelles on pourrait vivre différemment. Le désir de vivre différemment est central, par exemple, dans notre *Manifeste pour le Millénaire*.

La révolution russe

Les révolutions russes, de février et d'octobre 1917, ont secoué le monde et déclenché une vague de luttes à travers le monde. Ces événements ont fait rêver la classe ouvrière et les anarchistes et socialistes qui s'étaient opposés au massacre de la 'Grande Guerre'. Les soviets (conseils) et les comités d'usine, qui ont émergé comme organes du pouvoir de la classe ouvrière sur les lieux de travail et dans la société entière, représentèrent une cassure d'avec le parlementarisme et la démocratie bourgeoise. La prise de pouvoir par les bolchéviques, qui eut le soutien tacite de la plupart des militant-es active-fs de la classe ouvrière, se révéla vite être une usurpation du pouvoir de la classe ouvrière et la 'dictature du prolétariat' se révéla être une dictature imposée au prolétariat alors que le gouvernement bolchevique développait le capitalisme en Russie.

L'opposition à l'usurpation du pouvoir ne fut pas longue à venir des travailleur-ses et des révolutionnaires, y compris de certain-es au sein même du parti bolchevique. Les comités d'usine que les ouvrier-es avaient organisés pour gérer l'industrie coordonnèrent la résistance et demandèrent le 'contrôle des travailleur-ses' contre l'introduction de la 'gestion par un-e femme-homme'. Les travailleur-ses espéraient garder la prise de décision par la base. Bien que différentes de la communisation, ces tentatives d'autogestion ouvrière étaient au moins des exemples d'activité indépendante et des tentatives d'établissement d'organisations de la classe ouvrières autonomes contre l'état et l'imposition de la gestion par un seul individu défendue par Lénine.

Les anarchistes

Les anarcho-syndicalistes se sont attaqués à la bureaucratisation du processus révolutionnaire entamée en Février 1917, en appelant à 'l'abolition immédiate du système capitaliste d'état et à son remplacement par un système socialiste selon une ligne communiste anarchiste'. Considérant les syndicats (qui étaient dominés par les sociaux-démocrates menchéviques et les bolchéviques) comme des 'organisations mortes', elles-ils décrivèrent les comités d'usine comme les 'formes d'organisation de lutte de tout le mouvement ouvrier' sur les épaules desquels 'la révolution a posé la tâche de reconstruire la vie économique selon des lignes communistes', *Programme de la conférence anarcho-syndicaliste*, Moscou, Août 1918.

Plus tôt dans l'année, au sein du parti bolchevique, les communistes dits 'de gauche' critiquèrent la politique du parti qui étouffait l'initiative des travailleur-ses en disant 'le socialisme et l'organisation socialiste du travail sera soit construite par le prolétariat lui-même ou ne sera pas construite; mais alors quelque chose sera établi, le capitalisme d'état.' *Kommunist No.2*, Avril 1918.

Le mouvement makhnoviste

En Ukraine, de 1918 à 1921, les Makhnovistes, l'Armée Insurrectionnelle Révolutionnaire menée par le communiste anarchiste Nestor Makhno, résistèrent arme en main à l'imposition du capitalisme d'état. Quand elles-ils ne combattaient pas les propriétaires terriens, les envahisseur-ses allemand-es, les nationalistes ukrainien-nes ou l'Armée 'Rouge', les makhnovistes encourageaient l'établissement de communes volontaires de travail de paysan-nes et d'ouvrier-es. Bien que celles-ci, comme les comités d'usine, étaient l'expression de l'activité indépendante de la classe ouvrière, elles furent incapables d'entreprendre une communisation totale des relations sociales avant leur destruction par les bolchéviques. Si le socialisme dans un seul pays est impossible, le socialisme dans une région l'est tout autant. Néanmoins, les révolutions russes et ukrainiennes restent un exemple une influence pour nous tou-tes car elles montrent le potentiel de l'auto-organisation de la classe ouvrière.

La révolution allemande et le communisme des conseils

La révolution allemande (1918-23) a connu des tentatives répétées des travailleur-ses de mettre en place des organes de contre-pouvoir comme les conseils territoriaux et les comités de lieu de travail. Les communistes et les anarchistes s'impliquaient dans ces mouvements de classe, essayant de les pousser aussi loin que possible. Les conseils étaient, cependant, dominés dans bien des cas par les sociaux-les-démocrates dont le but était d'établir une république capitaliste et s'emparer du pouvoir. Là où les événements débordaient, les 'socialistes' n'hésitaient pas à utiliser les éléments militaristes les plus réactionnaires pour assassiner les rebelles et écraser la révolution naissante.

L'expérience des conseils russes et allemands mena certain-es révolutionnaires à considérer les conseils de travailleur-ses comme la plus haute expression de l'auto-organisation ouvrière. La plupart des défenseurs de la révolution des conseils avaient été à l'extrême gauche des partis sociaux-démocrates d'Allemagne et de Hollande (des gens comme Otto Ruhle, ancien député social-démocrate) ou dans de petits groupes en opposition avec la social-démocratie (comme les Communistes Internationaux-ales d'Allemagne (IKD)). S'appelant d'abord communistes de gauche, ils étaient fidèles à la révolution bolchevique et à la nouvelle Internationale communiste, mais critiques à l'égard de la politique parlementaire et syndicale des léninistes. Contre l'électoratisme, ils demandaient 'tout le pouvoir aux conseils de travailleur-ses' et encourageaient les travailleur-ses à abandonner les syndicats et à former des 'organisations de travail' qui seraient explicitement anti-capitalistes.

Dur-es comme le fer, clair-es comme le verre

Les communistes gauchiste, bien qu'étant une majorité, furent expulsés du jeune Parti Communiste en 1920 et fondèrent leur propre Parti des Travailleur-ses Communistes, comptant environ 40 000 membres. Le nouveau parti jura d'être 'dur comme le fer, clair comme le verre', et ne comptait que les communistes les plus convaincu-es. Simultanément, il rejeta l'idée des politique dirigistes, appela à la dictature du prolétariat et non du parti et s'opposa à l'idée d'injecter la conscience au sein de la classe ouvrière depuis l'extérieur. Tout cela attira les foudres de Lénine qui, dans *Communisme de gauche: une maladie infantile* passe un bon moment à attaquer les déviations 'anarchistes' des communistes de gauche.

Certains communistes gauchistes, qui, après une rupture définitive d'avec l'Internationale Communiste, prirent le nom de communistes conseillistes, rejetèrent l'idée d'organisations politiques et économiques séparées et créèrent une organisation 'unitaire' en parallèle à celle du Parti des Travailleur-ses Communistes. D'autres rejetèrent toute forme d'organisation et finirent part ressembler a peu près à des individualistes.

La plupart des communistes conseillistes se considéraient marxistes et beaucoup partageaient un même mépris de l'anarchisme, qu'ils-elles considéraient comme une idéologie 'petite-bourgeoise'. Les anarchistes allemands de lutte des classes à l'époque étaient très fort-es, bien que souvent divisé-es. Après 1925, des pans du mouvement communiste conseilliste travaillèrent avec les anarchistes dans des 'blocs anti-autoritaires'.

L'héritage positif qu'ont laissé les communistes conseillistes et gauchistes est leur avancée théorique dans leur analyse des syndicats et de la démocratie parlementaire et dans leur compréhension de la centralité de l'auto-organisation de la classe ouvrière dans le projet révolutionnaire. Leur héritage négatif peut être résumé dans la fétichisation de la forme du conseil, au dépend de son contenu véritable à une période donnée. Cela mène à l'idéologie du 'conseillisme', qui a souvent vu les conseils comme une solution à tout, une copie de la fétichisation léniniste de la forme du parti. Malgré leurs échecs, l'expérience des conseils de travailleur-ses et de la théorie communiste des conseils sont très importantes pour le développement postérieur de la politique révolutionnaire.

L'APCF

La contribution 'britannique' à la tradition communiste de conseils est principalement la Fédération Communiste Anti-Parlementaire (APCF), qui, de 1921 jusqu'au milieu des années 1940, a défendu une politique

similaire à celle décrite ci-dessus. L'APCF, cependant, se décrit comme 'anarcho-marxienne' et tente d'utiliser ce qu'elle trouve de mieux dans les deux 'traditions'.

Dans l'entre-deux-guerres, c'était le plus consistant d'un petit nombre de groupes et d'individus qui défendait une politique communiste libertaire et était l'un des rares courants à s'opposer à la seconde guerre mondiale sur des bases internationalistes révolutionnaires et à décrire tous les états belligérants, y compris l'Union Soviétique, comme impérialistes.

La Plate-forme

'Il n'y a pas d'humanité unique, il y a une humanité de classes, d'esclaves et de maîtres'. La *Plate-forme organisationnelle des communistes libertaires* de 1926 fut sans conteste la plus remarquable contribution à la politique et à la pratique anarchistes pendant peut-être un quart de siècle. Écrite par Piotr Arshinov, Nestor Makhno, Ida Mett et d'autres réfugié-es révolutionnaires du régime bolchevique, la *Plate-forme* était sans compromis, cohérente et bien argumentée. Elle a constitué un tournant de l'anarchisme, une rupture avec les tendances anti-organisationnelles qui avait accablé le mouvement comme une 'fièvre jaune'. La Plate-forme dit que les anarchistes doivent s'organiser pour accomplir leur tâche d' 'avant-garde organisée' de la classe ouvrière! Bien que la Fédération Anarchiste ne se soit jamais décrite comme une organisation platformiste, la Plate-forme a servi à nous vacciner contre la 'fièvre jaune' et nous reprenons son appel pour une unité théorique et tactique.

La révolution espagnole

'Il ne peut y avoir absolument aucun terrain d'entente entre exploiteuses et exploités qui le remporte, seule la bataille peut décider. La bourgeoisie ou les travailleur-ses. Certainement pas les deux à la fois.' Les Amis de Durruti, Barcelone, 1938.

La guerre civile et la révolution espagnoles ont mis deux faits en lumière: le premier, que l'anarchisme apolitique est voué à l'échec et, le second, que l'anti-fascisme est utilisé par une partie de la classe dirigeante pour rallier la classe ouvrière à la défense du capitalisme démocratique.

L'état de 'double pouvoir' qui existait à la suite du début de la guerre civile entre la classe ouvrière et paysanne révolutionnaire et le gouvernement du front populaire dans la zone républicaine a inévitablement donné lieu à la dominance de la bourgeoisie républicaine, staliniste et social-démocrate. L'opportunité d'écraser la bourgeoisie républicaine et nationaliste était réelle pour les travailleur-

ses et paysan-nes armé-es mais le pouvoir de l'état resta intact et les tentatives des anarchistes furent rapidement déjouées. La dernière tentative de réaffirmer les intérêts des masses ouvrières pris place au début du moi de mai 1937. La CNT et la FAI, avec ses 'ministres anarchistes' en tête, appela à l'arrêt de la guerre de classe qui éclatait et la révolution espagnole mourut. Les militants dissidents de la CNT-FAI, les Amis de Durutti, le résumèrent en disant que 'la démocratie a vaincu le peuple espagnol, pas le fascisme'. L'Espagne antifasciste a détruit la révolution espagnole et pavé la route à la seconde guerre mondiale.

La seconde guerre mondiale et après: Socialisme ou Barbarie, Hongrie 1956, Solidarité, Noir et Rouge, jusqu'à la veille de Mai 68.

Peu de groupes politiques organisés se sont opposés à la seconde guerre mondiale d'un point de vue de classe. Ces minorités comprenaient les anarchistes, les communistes conseillistes (les restes du mouvement révolutionnaires des travailleur-ses en Allemagne, en Hollande et ailleurs) et des communistes de gauche tels que les Bordigistes (communistes italiens en exil qui soutenaient les positions du premier chef du Parti Communiste Italien). Dans l'Europe occupée, ces groupes étaient isolés et étaient en grave danger s'ils continuaient leur intervention politique. Durant la guerre, les développements théoriques furent limités, comme on peut le comprendre, les militant-es étaient trop occupé-es à éviter les balles ou la conscription. Suivant la thèse de leur défunt leader, les Trotskistes prédirent l'inévitable chute de l'Union Soviétique d'après-guerre dans la barbarie, le capitalisme ou la révolution politique (c'est-à-dire un changement de direction) qui remettrait la Russie sur le chemin vers le socialisme.

Consensus social-démocrate

Beaucoup parmi la gauche partageaient l'optimisme au sujet des possibilités de changement révolutionnaire immédiatement à la fin de la guerre, anarchistes et communistes libertaires inclus. Les souvenirs de la vague révolutionnaire à la fin de la première guerre mondiale persistaient. Cependant, le mouvement d'après-guerre en Allemagne avait été écrasé et la dominance de ces 'héros de la résistance', les Partis Communistes Italien et Français, signifiaient que le soulèvement se limitait à des mouvements de grèves plutôt que des insurrections. Grâce au boom économique qu'amena la restructuration d'après-guerre, un consensus social-démocrate prévalut en Europe. En Europe de l'Est, les mouvements ouvriers autrefois puissants étaient maintenant sous la botte staliniste, après avoir été 'libérés' par l'Armée Rouge. Alors, de nombreux révolutionnaires ressentirent le besoin de porter un nouveau jugement sur le projet socialiste à la lumière des développements des trente dernières années. En 1946, une faction dissidente se développa parmi la section française de la Quatrième Internationale, dont les figures de proue comptaient Cornelius Castoriadis, Claude Lefort et François Lyotard. S'éloignant de l'orthodoxie trotskiste, elles-ils quittèrent la Quatrième et, en 1945, lancèrent un journal, *Socialisme ou Barbarie*, qui rejetait l'idée trotskiste selon laquelle l'URSS était un 'état des travailleur-ses dégénéré'. A la place, *Socialisme ou Barbarie* disait que l'URSS était une forme de capitalisme d'état. En soi-même, ce n'était pas une révélation, après que l'URSS ait été qualifiée ainsi, par les anarchistes et les communistes de

gauche, dès 1921. Ce qui était nouveau, c'était l'idée développée par *Socialisme ou Barbarie* selon laquelle la bureaucratisation de la société était un phénomène universel, dont l'Union Soviétique était une variante particulière ('totalitaire' et non 'fragmentée' comme à l'Ouest). Cette théorie de la bureaucratisation a eu des conséquences sur le développement de la pensée politique de *Socialisme ou Barbarie*. Les premières réunions de *Socialisme ou Barbarie* furent fréquentées, entre autres, par des Bordigistes français, Fonténis et ses camarades et par celles-ceux qui allaient plus tard mettre en place l'Internationale Situationniste. Les réunions ont du être intéressantes!

Lutte autonome

En plus d'analyser la nature de l'Union Soviétique, le groupe s'est aussi consacré à l'importance des luttes autonomes de travailleur-ses contre leur 'représentation' officielle, tels que les partis communistes et socialistes, mais particulièrement contre les syndicats. Cornelius Castoriadis ne fit aucun effort pour masquer l'influence du communiste conseiller Anton Pannekoek sur sa conception du socialisme comme quelque chose que fait la classe ouvrière, plutôt que comme quelque chose qui lui est fait ou imposé par les circonstances objectives. Le boom d'après-guerre qui ne montrait pas de signes de s'affaiblir amena certain-es au sein de *Socialisme ou Barbarie*, en particulier, mais pas seulement, Castoriadis, à croire que le capitalisme avait dépassé sa tendance à tomber dans des crises périodiques et que, en conséquence, l'existence de la lutte sociale s'attaquait à une autre crise, celle de l'organisation de la vie sociale sous le capitalisme bureaucratique. Pour Castoriadis, la lutte entre propriétaires des moyens de production et travailleur-ses avait été remplacée par la lutte entre celles-ceux qui donnent et reçoivent des ordres, entre la bureaucratie et celle-ceux qui effectuent les ordres des bureaucrates. La lutte en était donc venue à savoir qui dirigerait la production: les producteur-rices elles-eux-mêmes ou une autre strate. En terme d'approche des considérations organisationnelles, *Socialisme ou Barbarie* partit d'une perspective de parti mais devint plus spontanéiste jusqu'à sa disparition en 1966. Castoriadis quant à lui quitta la vie politique pour devenir intellectuel professionnel (psychologue critique, rien que ça!). Peu après, François Lyotard trouva du travail bien payé à défendre la société de classe et le crétinisme intellectuel en tant que gourou du postmodernisme. En 1963, *Socialisme ou Barbarie* scissionna et un groupe appelé Pouvoir Ouvrier (à ne pas confondre avec le groupe trotskiste britannique du même nom) émergea, critique de la 'nouvelle' analyse de classe, se revendiquant d'une analyse de classe plus 'traditionnelle' et du besoin d'une organisation de type avant-gardiste pas très éloignée de celle des Trotskistes. Ce groupe montra comment un courant politique peut tomber à moitié juste!

Plateformisme

L'influence de la *Plate-forme d'organisation des communistes libertaires* s'est fait fortement ressentir en France où le débat entre platformistes et synthésistes fit rage durant toutes les années 1930. La seconde guerre mondiale gela ses disputes pour un temps mais elles refirent immédiatement surface avec la venue de la 'paix'. La Fédération Anarchiste Française devint, pour un temps, dominée par les platformistes qui changèrent son nom en Fédération Communiste Libertaire (FCL) et exclurent celles-ceux qui s'opposaient aux changements. La FCL mettaient l'accent sur l'engagement quotidien et l'opposition à se regarder le nombril en philosophant.

Manifeste du Communisme Libertaire

En 1953, Georges Fonténis de la FCL publia le *Manifeste du communisme libertaire*. Le *Manifeste*, qui ne fut pas traduit en anglais jusque presque 35 ans plus tard, reste probablement aujourd'hui l'exemple le plus cohérent écrit platformiste disponible. Dans celui-ci, Fonténis défend avec force que l'anarchisme est un produit des luttes sociales et de la lutte de classe et non une 'philosophie abstraite' ou une 'éthique individuelle'. Au contraire, il écrit, 'il est né dans et du social et il a fallu attendre une période historique donnée et un certain état d'antagonismes de classe pour que les aspirations communistes anarchistes ne se révèlent clairement ou pour que la révolte ne résulte en une conception cohérente et entièrement révolutionnaire'. Le *Manifeste*, comme la *Plate-forme* avant lui, défend l'unité théorique, l'unité tactique, la responsabilité collective et un mode d'action collectif, organisé par une organisation spécifique. Bien qu'il rejette la notion de 'dictature du prolétariat' comme terme trop ouvert à interprétations pour être utile, le *Manifeste* fut perçu par beaucoup comme tendant au Léninisme sans Lénine.

Noir et Rouge et les Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire

En 1955, les Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire (GAAR) scissionèrent de la Fédération Communiste Libertaire (FCL), mécontents de la direction que prenait la FCL (y compris des flirts avec l'électoratisme 'révolutionnaire!'), mais souhaitant continuer à défendre le platformiste. Le groupe lança un magazine, *Rouge et Noir*, en 1956, qui perdura jusqu'en 1970. Le groupe adopta le nom Rouge et Noir en 1961 et un an plus tard certain-es des personnes impliquées rejoignirent la Fédération Anarchiste française. Noir et Rouge avait pour but premier de 'préparer la base d'un anarchisme renouvelé', et pour ce faire le groupe a tenté de redéfinir les expériences révolutionnaires du vingtième siècle, en particulier les expériences des conseils de travailleur-ses en Russie et les collectivisations de la révolution espagnole mais aussi celles de 1956 en Hongrie et les

tentatives plus récentes d' 'autogestion' en Yougoslavie et en Algérie. Cela amena le groupe, surtout après 1961, à critiquer toute la politique révolutionnaire 'traditionnelle', y compris le platformisme. Il semblerait qu'elles-ils convergèrent durant les années 50 et au début des années 60 depuis des points de vue très différents. Contrairement à la majorité des GAAR, le groupe du magazine se détourna d'un intérêt pour l'organisation vers une approche plus spontanée. Contrairement à Socialisme ou Barbarie cependant, peu de leurs écrits furent publiés en anglais et leurs efforts de pionnier-es de 'renouveler' l'anarchisme sont donc presque inconnus hors de France. Peut-être le plus malfamé des associé-es de Noir et Rouge était Daniel Cohn-Bendit, 'Danny le Rouge', qui allait jouer le rôle de porte-parole pour les événements de mai en France. Noir et Rouge, tout comme SoB et les situationnistes (voir plus bas), eut une grande influence sur ce qui a précédé mai 68 et sur les événements eux-mêmes, malgré la circulation limitée de leurs idées et de leurs publications. Ce dont il faut se souvenir dans nos actions et notre propagande.

Gruppi Anarchici d'Azione Proletaria

Dans l'Italie d'après-guerre, des anarchistes influencé-es par la tradition platformiste et par le marxisme critique du communiste allemand Karl Korsch apparurent. Ils-elles s'opposèrent à la large organisation synthésiste, la Fédération Anarchiste Italienne (FAI), qui commençait à rejeter l'analyse de lutte des classes en faveur d'une version vaguement humaniste de l'anarchisme. Contrairement aux platformistes français, les Italiens décidèrent de scissionner de la FAI et de fonder leur propre organisation, les Groupes Anarchistes d'Action Prolétaire (GAAP) en 1949/50. Elles-ils mirent en avant le besoin d'une approche politique rigoureuse, un engagement avec le marxisme et défendirent la base de classe de l'anarchisme. Beaucoup de leur énergie fut engagée dans la lutte contre le stalinisme, sous la forme du massif Parti Communiste. Sur le plan international, ils-elles appelèrent à l'ouverture d'un 'Troisième Front' révolutionnaire contre l'impérialisme américain et soviétique et elles-ils firent partie de l'International Communiste Libertaire, de courte durée, avec des camarades français-es et espagnol-es. Isolé-es de l'anarchisme traditionnel et finalement marginalisé-es par le stalinisme à une époque de faible lutte de classes, les GAAP finirent par fusionner avec Azione Comunista, une confédération de dissident-es trotskistes, de bordigistes et d'ancien-nes militant-es du Parti Communiste, dont ils-elles furent expulsé-es peu longtemps après. Cela a mené à la désintégration du groupe.

1956 en Hongrie

Le soulèvement hongrois de 1956 a été accueilli comme une bouffée d'air frais contre la puanteur du stalinisme et a eu des conséquences partout dans le monde en poussant de nombreux socialistes de la

génération d'après-guerre non seulement à questionner la validité du 'socialisme existant aujourd'hui mais aussi à se demander ce qu'était le contenu du socialisme. La thèse de *Socialisme ou Barbarie* sur la nature anti-bureaucratique du socialisme authentique semblait particulièrement d'actualité. Le groupe lui-même fut d'avis que 'durant les années à venir, toutes les questions seront condensées en une seule: êtes-vous pour ou contre l'action et le programme des travailleur-ses hongrois-es?' Alors qu'était exactement la révolution hongroise et pourquoi a-t-elle été un tel tournant? La Hongrie en 1956 était sous le gouvernement de Imre Nagy, un staliniste édulcoré nommé par Moscou pour 'libéraliser' la Hongrie et poser un couvercle sûr sur le mécontentement. Malgré ses 'réformes', le système d'exploitation au nom du socialisme continua de générer de la contestation. Le 23 octobre 1956, après une mobilisation dans la capitale, Budapest, d'étudiant-es qui revendiquaient une réforme modérée, certain-es des 200 000 manifestant-es attaquèrent la station de radio de l'état et commencèrent la révolte hongroise. Même si les étudiant-es et intellectuel-les avaient commencé le mouvement, c'est la classe ouvrière qui a repris le flambeau et s'est assurée que les tanks soviétiques soient accueillis par une résistance acerbe. Durant les jours qui suivirent, une vague de ferveur insurrectionnelle a enveloppé la Hongrie: les travailleur-ses quittèrent leurs usines et leurs bureaux pour participer à des attaques sur les quartiers généraux de la 'bourgeoisie rouge' locale et leur police secrète. Des conseils de travailleur-ses ont été créés dans tous les centres industriels, prenant le pouvoir effectif à tous les niveaux. Ces conseils se coordinaient au niveau local et régional et essayèrent de réaliser une sorte de contrôle des travailleur-ses sur leur lieu de travail. Le 'programme' des conseils de travailleur-ses différait selon les régions, mais il ne demandait nulle part la réintroduction du capitalisme de libre marché. Les limites de leur forme de contrôle des travailleur-ses n'ont pas eu le temps de se révéler puisque la révolution hongroise, n'arrivant pas à se développer au-delà des frontières nationales, a succombé au pouvoir militaire de l'armée soviétique. L'expérience des conseils, qui se sont développés spontanément sans aucun parti avant-gardiste et qui en quelques jours à pris en main la production, la distribution et la communication au niveau national a eu un fort impact sur celles-ceux du mouvement révolutionnaire qui voulaient bien voir au-delà des mensonges stalinistes de tentative de 'restauration du capitalisme' par des 'nationalistes'. Quelles que soient les limites du programme des conseils, le fait que la classe ouvrière ait à nouveau montré sa capacité d'action autonome fut une inspiration pour celles-ceux qui se battent pour l'auto-organisation de la classe ouvrière.

Solidarity

Trois ans plus tard en Grande-Bretagne, un courant se développa, sous l'influence de *Socialisme ou Barbarie*, qui se détacha du

trotskyisme (dans ce cas, de la Ligue Travailleuse Socialiste dirigée par Gerry Healy). D'abord appelé Socialisme Réaffirmé, le groupe se fit appelé Solidarité et a existé sous une forme ou une autre pendant presque 30 ans. Bien que se décrivant d'abord comme un groupe marxiste critique de l'héritage bolchévique, il a vite développé son propre caractère en tant qu' 'organisation nationale' de socialistes libertaires. En 1961, il publia une traduction en anglais de la déclaration principale du groupe de *Socialisme ou Barbarie* et publia par la suite la majeure partie des oeuvres de Castoriadis (sous le nom de plume Paul Cardan, y compris ses écrits d'après 1964. Tout comme Castoriadis, Solidarité défendait la nécessité d'autogestion de la production et de la société par les travailleur-ses, mais pas tou-tes celles-ceux qui étaient impliqué-es dans l'organisation acceptait entièrement sa notion du nouveau 'sujet' révolutionnaire en tant que 'receveur d'ordres' plutôt que prolétaire. L'Internationale Situationniste (voir plus bas) suggère que, grâce à la traduction de Solidarité, le groupe a reçu les écrits de Castoriadis 'comme la lumière des étoiles qui ont cessé de briller depuis longtemps arrive sur Terre' et n'étaient pas au courant que le fondateur de *Socialisme ou Barbarie* était mort depuis longtemps d'un point de vue politique. Bien que la Fédération Anarchiste rejette généralement le terme d'autogestion à cause de toutes ses ambiguïtés, c'est évident que beaucoup de membres de Solidarité interprétèrent le terme comme signifiant la fin de la production pour la vente et l'échange. Quelles qu'aient été les faiblesses de Solidarité (surtout leur attitude faible quant au maintien d'une organisation internationale et leur manque de direction politique après qu'ils-elles se soient désintégré-es aux environs de 1980), le groupe était impliqué dans une activité et une publication révolutionnaire importante pendant au moins vingt ans de ses trente années d'existence et a produit un monceau de littérature qui défendait une vision cohérente du socialisme libertaire qui était disponible nulle part ailleurs. En comparaison avec les anarchistes de lutte de classe en Grande-Bretagne dans les années 60 et 70, ils-elles ont développé un corpus consistant d'idées politiques qui reconnaissait la nécessité de l'auto-organisation de la classe ouvrière en dehors des modèles léninistes et sociaux-démocrates.

L'Internationale Situationniste

L'Internationale Situationniste a été fondée en 1957, de l'union de trois groupes artistiques/culturels d'avant-garde. Pendant les cinq premières années de son existence, son centre d'intérêt théorique était de développer une critique de l'art, de la culture, de la planification des villes et de toute autre chose qu'ils-elles considéraient digne d'avoir une critique. C'est seulement en 1962 que le groupe -qui, bien que petit en nombre, s'étendait à travers toute l'Europe (basé principalement en France)- a vraiment développé une perspective politique, fondée sur le sauvetage de ce qu'il y avait d'authentiquement révolutionnaire dans l'histoire et les pratiques du mouvement ouvrier. Leur orientation

politique de départ était grandement influencée par Socialisme ou Barbarie, et, tout comme ce groupe, leur ambition était d'aider à la création d'un 'nouveau mouvement révolutionnaire' fondé sur le prolétariat des 'pays industriels développés'. Quand les situationnistes eurent formulé leurs positions, Socialisme ou Barbarie avait perdu espoir dans le prolétariat et avait perdu toute réelle présence dynamique dans la vie politique révolutionnaire (voir plus haut). Le problème de toute appréciation de l'Internationale Situationniste est l'héritage laissé par leurs héritier-es et interprètes (parfois appelé-es pro-situs), qui les présente comme des intellectuel-les mécontent-es et destructeur-trices avec très peu de contributions positives à faire. En réalité, à en juger par leurs propres écrits et les témoignages de leur activité, elles-ils étaient loin d'être des 'artistes malajusté-es' comme leurs adversaires les ont souvent décrit-es. Les situationnistes ont pris la conception de Marx de l'aliénation et l'ont appliquée à la société dans son ensemble plutôt qu'au seul monde du travail. Elles-ils ont défendu que le travail aliéné était un élément central de l'existence dans tous les aspects de la vie quotidienne: les prolétaires étaient confronté-es à leur propre aliénation à chaque détour. Dans la culture, le sport, l'éducation et la pseudo-révolte, tout ce qui peut être transformé en bien de consommation l'est. Cette société d'images médiatisées, du 'spectacle' ne peut être abolie que par la révolution prolétaire et la réalisation de l' 'atogestion généralisée', qui signifiait pour les situationnistes l'abolition du salariat et de l'état: 'La seule raison pour laquelle les situationnistes ne se disent pas communistes, c'est pour éviter d'être confondu-es avec les cadres pro-soviétiques ou pro-chinois des bureaucraties qui s'opposent aux travailleur-ses', Section italienne de l'IS, 1969. Ainsi, c'est par leur action qu'ils devraient être jugé-es. Au cours de événements de mai 1968 à Paris, les situationnistes, leurs camarades et leurs allié-es ont dû faire face à une situation révolutionnaire réelle. Se sont-elles-ils montré-es à la hauteur?

1968 en France et ses conséquences

Nous avons jeté un coup d'oeil aux courants qui ont émergé dans les années 1960, en particulier les britanniques de Solidarité et l'Internationale Situationniste. Ces deux groupes allaient assister aux événements de mai-juin 1968 et y voir une confirmation de leur argument selon lequel la révolution moderne se développerait par l'activité autonome de million de gens 'ordinaires' et serait une révolution contre les 'représentant-es' officiel-les de la classe ouvrière: les syndicats et les partis socialistes et communistes.

Grâce aux efforts incessants des médias bourgeois, 'mai 68' a été réduit à une 'révolte étudiante' centrée entièrement sur Paris et en particulier sur l'université de la Sorbonne occupée, qui a vu la construction de barricades, des affrontements avec la police et beaucoup de bruit pour rien. Les médias modernes aiment à montrer la trajectoire politique qu'ont suivie celles-ceux qui y ont participé, surtout le 'porteparole' Daniel Cohn-Bendit, à l'époque communiste libertaire, maintenant un député vert qui soutient l'OTAN, comme preuve que les événements n'ont pas eu d'effet durable et n'étaient qu'une explosion d'exubérance juvénile chez les enfants de la bourgeoisie.

La révolution sociale reste la hantise du capitalisme

La réalité des événements de mai-juin, 'le plus grand mouvement révolutionnaire en France depuis la Commune de Paris' (Internationale Situationniste, septembre 1969) est bien différente. Bien que l'action des étudiant-es ait servi de détonateur, la véritable explosion sociale s'est manifesté par la plus grande grève sauvage de l'histoire, l'occupation de lieux de travail à travers le pays et la preuve, s'il y a besoin de preuve, que le spectre de la révolution reste la hantise du capitalisme.

En superficie, l'insurrection de mai 1968 semble venir de nulle part. En France, et en Europe en général, la lutte des classes était à marée basse, il semblait y avoir une dépoliticisation massive, en particulier chez les jeunes, et les possibilités de mouvement révolutionnaire semblaient très faibles.

Cependant, dans de larges secteurs de la classe ouvrière, il existait une amertume de longue date de revendications ignorées pendant longtemps sur les salaires et des ressentiments qui pourrissaient au sujet des conditions de travail. Parmi les jeunes travailleur-ses en particulier il y avait un sentiment que la misère de la génération précédente ne leur convenait pas. C'est au sein de cette partie de la classe ouvrière, y compris les 'blousons noirs', membres de gangs de rue, que l'esprit révolutionnaire a pris et ils-elles étaient en général les premier-es à rejoindre les étudiant-es dans la rue, pour 'en découdre' avec la police.

Dans les universités, les lycées et de nombreux lieux de travail, il y avait aussi divers groupes et individus révolutionnaires qui avait existé pendant des années, dont certain-es faisaient ou avaient fait partie des courants socialistes libertaires décrits dans la deuxième partie de ce texte. Avant les événements de mai-juin, ces groupes s'étaient développés, mais on ne peut pas dire de façon importante ou rapide. Cependant, les idées révolutionnaires avait un auditoire restreint mais croissant au sein d'une partie significative des étudiant-es et des travailleur-ses.

L'agitation commença sur le campus de Nanterre de l'université de Paris, un nouveau cauchemar de verre et d'acier ultra-moderne planté au milieu d'un quartier populaire habité surtout par des immigrant-es algérien-nes. En avril 1967, des étudiants campent devant les dortoirs des femmes pour protester la ségrégation sexuelle, lançant une protestation qui connut un effet boule de neige et mena au boycott des cours par les étudiant-es en novembre.

22 mars

Le 22 mars 1968, un groupe d'étudiant-es occupe l'administration pour protester contre l'arrestation de membres du Comité National Viêt-Nam (les manifestations contre la guerre du Viêt-Nam avaient lieu tout autour du globe). Ce fut la naissance du Mouvement du 22 mars (M22), un groupe de style affinitaire de la nouvelle gauche amorphe, mais qui comprenait des anarchistes et des gens influencés par les idées situationnistes. Le porte-parole du M22, Daniel Cohn-Bendit était associé au groupe communiste libertaire Noir et Rouge et, grâce aux médias, il devint le visage du mouvement. Egalement au centre de l'agitation étudiante se trouvaient les Enragé-es, en aucun cas tou-tes des étudiant-es, mais plutôt un groupe d'agitateur-trices proche de l'Internationale Situationniste. Du côté étudiant, ces groupes essayaient de pousser le mouvement aussi loin qu'il pouvait aller, contre les forces du stalinisme et du 'modernisme' qui voulaient que la lutte reste sectorielle, limitée à améliorer les conditions des singes du zoo universitaire.

Les événements de mai débutèrent par une manifestation appelée par le M22 le lundi 6 mai, pour coïncider avec le conseil disciplinaire de membres du M22 à la Sorbonne et le jour officiel de début des examens. Les autorités universitaires, qui espéraient écraser la minorité de militant-es, ferma la Sorbonne et fit venir les CRS le vendredi 3 mai. De violents affrontements eurent lieu au Quartier Latin (autour de l'université) alors que les flics tentaient d'arrêter les auteurs de trouble et intimider les étudiant-es en général. Le syndicat d'étudiant-es officiel (UNEF) et le syndicat des enseignant-es appelèrent à la grève immédiate en protestation. Cela continua durant tout le week-end et un

tribunal d'urgence mis en prison six 'agitateur-trices' étudiant-es et les autorités interdirent la manifestation prévue pour le lundi. La manifestation eut lieu et fut la plus importante à Paris depuis la guerre d'Algérie. Entre le lundi et le vendredi suivant, le mouvement s'accrut avec toujours plus de monde dans les rues, des discussions, des préparations et de l'organisation. Le vendredi, les premières barricades se levèrent et la situation prit un tournant semi-insurrectionnel à la suite d'une manifestation de 30 000 personnes où les étudiants furent rejoints par de nombreux-ses lycéen-nes et travailleur-ses des environs. La réaction de la police fut brutale à l'extrême mais la situation évoluait d'une lutte 'étudiante' isolée à Paris vers quelque chose qui allait impliquer des millions de personnes dans toute la France, c'est-à-dire un mouvement de classe.

Le 13 mai, en se rendant compte que la lutte à la base prenait de l'ampleur, les syndicats, CGT staliniste en tête, appela une grève d'une journée pour relâcher la pression et maintenir un rôle de leader. La manifestation d'au moins 200 000 personnes (certains-estiment un nombre bien plus élevé) comprenait des travailleur-ses de toutes les industries et lieux de travail. A la fin 'officielle' du défilé, le service d'ordre de la CGT, qui était au nombre d'au moins 10 000, réussit à faire disperser la foule, bien qu'ils-elles aient dû intimider physiquement beaucoup d'activistes qui n'appartenaient pas au parti pour garder le contrôle. Des milliers parvinrent tout de même à se réunir sur le Champ de Mars au pied de la Tour Eiffel pour discuter d'où allait la lutte.

La bonne direction

Le 13 également, les CRS partirent de la Sorbonne qui fut occupée par la suite par les étudiant-es et autres. Dans une atmosphère qu'on a décrite comme euphorique, les bâtiments universitaires furent transformés en une vaste arène de discussions et d'actions révolutionnaires, 24 heures sur 24. Les occupants de départ furent vite rejoints par des délégations d'autres établissements, des lycées (où les organisations de la Jeunesse Anarchiste Communiste jouaient un rôle important dans la création des Comités d'Action Lycéens) et d'autres usines et bureaux. Différents comités furent créés pour s'occuper de l'occupation, l'information, la liaison avec les travailleur-ses et les autres étudiant-es. Les groupes léninistes se disputaient au sujet de la signification historique de tout cela et qui mènerait le mouvement dans la bonne direction. Bizarrement, aucun-es d'entre elles-ils n'avaient besoin de le faire. Celles-ceux qui voulaient réellement développer le mouvement jusqu'au bout essayèrent d'approfondir la rupture avec la société bourgeoise et d'encourager la classe ouvrière à prendre les choses en main (et à les garder hors de celles des syndicats et des partis).

Occupation des lieux de travail

L'occupation des usines et autres lieux de travail commença le 14 mai, lorsque l'usine Sud Aviation à Nantes fut occupée par ses employé-es. Le jour suivant les usines Renault de Cleon et de Flins étaient occupées et au cours des jours suivants, la grève sauvage s'étendait à toute la France. Peu de grandes usines n'étaient pas concernées, même dans les villes rurales. Des Comités d'Action étaient mis en place dans d'innombrables usines et bureaux et des drapeaux rouges (et parfois noirs) étaient hissés sur les chantiers, les écoles et les mines. Au 20 mai, la France entière était paralysée. Les étudiant-es parlaient aux ouvrier-es et les ouvrier-es parlaient entre eux, la question principale était de savoir jusqu'où aller. A la Sorbonne, les éléments révolutionnaires de l'occupation écrivirent un appel à 'l'occupation immédiate de toutes les usines de France et la création de conseils ouvriers'. Pour un temps, il sembla possible que la révolution irait bien plus loin que se débarrasser du gouvernement gaulliste. Quand la majorité du Comité d'Occupation tergiversait, les éléments révolutionnaires, situationnistes et les Enragé-es formèrent un Comité pour Maintenir les Occupations le 19 mai, qui continuait à appeler à la création de conseils ouvriers. Cet appel fut repris par différents groupes impliqués dans la lutte dans différentes villes de France, tandis que de plus en plus de travailleur-ses rejoignaient la lutte. A la fin de la semaine, on comptait 10 millions de grévistes.

Pour l'abolition du patronnat!

Mais la main morte du stalinisme et de la social-démocratie pesait encore lourd sur la classe ouvrière. Le 24, la CGT appela ses membres à une démonstration de masse à Paris. Le Mouvement du 22 mars et les comités d'action appelaient à des démonstrations dont les slogans étaient 'Non aux solutions parlementaires! Non aux négociations qui ne font que soutenir le capitalisme! Travailleur-ses! Paysan-nes! Etudiant-es! Professeur-es! Ecolier-es! Organisons et coordonnons nos luttes: Pour l'abolition du patronnat! Tout le pouvoir aux travailleur-ses!' La CGT rassembla, dans un effort contre la mobilisation, environ 200 000 travailleur-ses, la manifestation révolutionnaire en comptait elle environ 100 000. Durant cette seconde manifestation, la bourse fut incendiée et plusieurs ministères furent sauvés non par le nombre de CRS mais par le succès des Jeunesses 'Communistes' 'Révolutionnaire' trotskistes et des sociaux-démocrates de l'UNEF pour faire revenir les manifestant-es dans le lieu 'sûr' du Quartier Latin. Le même jour à Bordeaux, les manifestant-es essayèrent d'entrer dans la mairie et des combats de rue se déroulèrent dans la nuit à Paris, Lyon et Nantes entre autres.

Mobilisation réactionnaire

La lutte avait atteint un point critique et le pouvoir qui semblait à

prendre commença sembler échapper à ceux-celles qui se voulaient révolutionnaires. Le 27 mai, la manifestation de la CGT de peut-être un demi million de travailleur-ses se passa sans incidents ou presque. Trois jours plus tard le président, De Gaulle, annonça une élection sous 40 jours et les supporters du général et du maintien du capitalisme ont soudain senti que le mouvement avait calé.

Une mobilisation réactionnaire s'organisa avec des centaines de milliers de bourgeois français, avec leur aspirant-es de la petite bourgeoisie défilant dans Paris, appelant à l'ordre, au soutien de la police et à la mort du juif Cohn-Bendit. L'initiative révolutionnaire avait été perdue et ils ne restaient qu'aux syndicats de prendre sa place et de négocier le retour à la normale.

Pas tou-tes les travailleur-ses (et certainement pas tou-tes les étudiant-es) retournèrent à la normale aussi volontiers. Les grèves dans d'importants secteurs comme le rail, la poste et les mines continuèrent jusqu'à la première semaine de juin. Les travailleur-ses de Renault, Peugeot et Citroën continuèrent à occuper. Mais comme la CGT et les autres syndicats orchestraient un retour national au travail, les sections les plus intransigeantes de la classe ouvrière se retrouvèrent de plus en plus isolées et sujettes à la répression de l'état. Le 7 juin le chantier Renault de Flins fut la cible d'un raid avant l'aube et les travailleur-ses qui l'occupaient furent évacués à bout de fusil. Des affrontements sporadiques dans la campagne autour de l'usine continuèrent pendant trois jours. Dans différentes villes de France les piquets de grève refusèrent de bouger et devaient être évacués violemment hors des usines et retourner au travail.

Dans les chantiers de Peugeot à Sochaux, une attaque de CRS fut repoussée à coups de boulons et d'autres objets en métal. La police ouvrit alors le feu sur les travailleur-ses, en tuant deux. Après 36 heures de combats, Sochaux fut enfin 'normalisé'. La plupart des travailleur-ses votèrent le retour au travail avant le 17, les travailleur-ses de la radio et de la télévision en grève furent les dernier-es à retourner au travail, tenant le coup jusqu'à la seconde semaine de juillet. Quant aux étudiant-es, la Sorbonne fut évacuée par les CRS le 16, d'autres tinrent bon quelques semaines de plus. Les militant-es insistaient que 'la lutte continue', comme elle le fait en effet, mais le potentiel révolutionnaire de la France s'estompait. La lutte allait continuer, mais ailleurs. Solidarity, dans un témoignage de Paris en mai 68 concluait que les événements mettaient en évidence la nécessité de: 'la création d'un nouveau type de mouvement révolutionnaire, assez fort pour déjouer les manoeuvres bureaucratiques, assez alerte pour exposer jour après jour la duplicité des chefs de la gauche, implanté suffisamment bien pour expliquer aux travailleur-ses le vrai sens des luttes étudiantes, pour propager l'idée de comités de grève autonomes (mêlant syndiqué-es et non-syndiqué-es), d'autogestion ouvrière et de conseils ouvriers.'

L'été italien

'Mai 68' fut suivi par l' 'été chaud' de 1969 en Italie (qui a en vérité commencé à l'automne 1968), où une vague de grèves et d'occupations d'usines, souvent en dehors de et en opposition aux structures syndicales, sévit à travers l'Italie industrielle. Des assemblées de grève de masse s'ouvrirent aux personnes 'extérieures': les habitant-es des environs, les étudiant-es et les militant-es révolutionnaires. Des grèves d'ouvrier-es particulièrement combatives se déclenchèrent dans les usines Alfa Romeo et Fiat et il y eut des affrontements avec la police durant toute l'année. Des étudiant-es, mais surtout des lycéen-nes, s'impliquaient dans des luttes qui rappelaient les mobilisations étudiantes françaises.

Cette vague de luttes donna naissance à beaucoup d'organisations, au niveau à la fois des usines et de la société, les plus connues étant Lotta Continua (Lutte Continue) et Autonomia Operaia (Autonomie Ouvrière). La nature anti-syndicale de ces luttes donna aussi naissance à ce qui est devenu la théorie et la pratique de l' 'autonomie ouvrière' (pas synonyme avec l'organisation du même nom), dont les nouvelles organisations essayaient de se revendiquer. Les travailleur-ses prirent leurs luttes dans la rue en utilisant des actions directes imaginatives. Des occupations de centre-ville et des mairies continuèrent tout au long des années 70.

Restructuration

Les luttes en Italie prirent aussi place autour des prisons, qui depuis le début des années soixante-dix accueillait de plus en plus de militant-es révolutionnaires, culminant souvent dans des manifestations de masse et des émeutes dans les prisons. La période de lutte de classe élevée annoncée en 1968 subit une transformation quand une nouvelle attaque patronale, issue de la volonté d'éviter la crise économique à venir, comptait sur une restructuration technologique de l'industrie et à la fin des 'forteresses ouvrières' des immenses usines. Sur le plan politique, le Parti Communiste était de plus en plus intégré aux structures de l'état en échange de sa complicité de cette restructuration. Cette intégration du Parti Comuniste fut en parti responsable de l'émergence de la lutte armée urbaine au milieu des années 70.

Lutte armée

En effet, en Italie, les années 70 furent marquées par deux aspects. D'abord, un niveau de militance parmi de nombreux-ses ouvrier-es employé-es ou non qui se manifestait par une lutte autonome dans les usines et le reste du territoire et qui, de façon discutable, a connu son apogée dans le 'mouvement de 77'. En second lieu, la 'lutte armée pour

le communisme' menée par plusieurs groupes léninistes qui, quant ils n'étaient pas en réalité financés par l'état, ne contribuaient en rien à la lutte de classes qu'ils prétendaient 'mener'. Les actions de ces dernières, qui laissaient la classe ouvrière spectatrice de sa 'libération', obscurcissent souvent les luttes de classes qui eurent lieu de quelque portée révolutionnaire que ce soit.

Et en Pologne 'socialiste'...

Les grèves et occupations connurent un écho dans l'insurrection prolétaire de Pologne en 1970-71, quand les travailleur-ses répondirent aux mesures d'austérité 'socialistes' par leur propre mai 68 (seulement c'était en décembre et janvier) en incendiant le quartier général du parti staliniste en chantant l'Internationale. Dans certaines parties du pays la classe ouvrière était maîtresse effective de la situation. Comme en France et en Italie, la classe ouvrière hésita à 'aller jusqu'au bout' mais montra un besoin et une volonté, même temporaire, d'aller au-delà de la représentation et de développer une action autonome. Et tout cela sans les lumières des avant-gardes auto-proclamées...

Les événements de mai-juin en France furent la plus claire confirmation que seule une révolution sociale de masse qui s'étendrait à tous les secteurs de l'humanité exploitée pouvait en finir avec le chaos du capitalisme.

La Nouvelle gauche, le platformisme, Wildcat

Cette quatrième partie prend en compte les derniers 35 ans. Ca a été une période de grand changement mondial et où de nouvelles idées ont émergé et où d'anciennes, éclipsées à ce qu'il semble, ont été redécouvertes.

La Nouvelle gauche

La 'Nouvelle gauche' qui prit naissance dans les années soixante essaya de se distinguer de l'ancienne gauche des partis communistes établis, de la social-démocratie, du travaillisme et du socialisme stalinisé en général. Il embrassa ce qu'on appelle la 'seconde vague' de féminisme, de libération sexuelle et d'égalité pour les homosexuel-les. Avec l'antiracisme, toutes ces idées semblent courantes aujourd'hui, mais pour l'ancienne gauche d'il y a quarante ans, c'était des idées neuves et étonnantes. Bien sûr la notion de libération des femmes et d'égalité raciale avaient été présentes dès la naissance du socialisme, mais elles étaient rarement vues comme centrale au projet révolutionnaire. En superficie, beaucoup de la nouvelle gauche semblait réellement libertaire, sincèrement intéressé par une vraie révolution sociale. En réalité, la nouvelle gauche était étroitement liée soit au léninisme (souvent marxiste ou trotskiste) soit à des courants d'idées plus ouvertement réformistes. La nouvelle gauche a bien pu rejeté les pires excès du stalinisme, mais a en général failli à faire une critique des versions du socialisme de haut en bas et a en bien des cas copié les politiques qui ont échoué par le passé, comme dans son acceptation de soutenir tout ce qui bouge, y compris le bruit de 'libération nationale' qui naissait.

Il n'est pas très surprenant que beaucoup des fondateur-trices de la nouvelle gauche allaient réapparaître au cours des trente-cinq dernières années comme des figures de l'ordre établi, des universitaires ou des gourous des médias.

Ainsi, un total des effets de la nouvelle gauche montre que bien qu'elle parvint à, mettre en lumière des questions cruciales, au sujet de ce que doit comprendre la libération, qui étaient restées marginales pendant de nombreuses années, elle fut incapable d'y répondre.

Qu'en est-il des libertaires?

Les événements de mai 68 en France ont été une grande surprise pour l'anarchisme et autres mouvements révolutionnaires et leur donnèrent un regain d'intérêt. Au début des années 1970, des groupes anarchistes, marxistes libertaires, communistes de conseil et de gauche naquirent à travers l'Europe dans une vague d'intérêt des jeunes travailleur-ses et étudiant-es dans les méthodes de compréhension et

de transformation du monde autour d'eux. Le mouvement anarchiste à cette époque était dans une période extrêmement creuse, ne s'étant jamais remis de l'éclipse du mouvement dans les années trente et quarante. Bien sûr de petits courants existaient encore (voir plus haut) et certains d'entre eux avaient essayé de rénover et de mettre en avant de nouvelles idées. Cependant, beaucoup de ce qui passait pour un mouvement était fermement ancré dans un passé plus heureux et trouvait difficile de se lier à la 'révolte de la jeunesse' des années 1960. Dans les événements de mai 68 en France les anarchistes 'officiels' n'avaient joué qu'un rôle marginal.

C'est pour cela qu'on a beaucoup réinventé la poudre au début des années soixante-dix.

Plateformisme britannique

1970 vu la création du premier groupe plateformiste britannique, avec la formation de l'Organisation des Anarchistes Révolutionnaires (ORA). Bien que cette organisation signifia une rupture avec l'approche synthésiste chaotique de l'anarchisme employée jusqu'alors dans la Grande-Bretagne d'après-guerre, la majeure partie de sa politique faisait écho à la gauche trotskiste. A la fin, une grande partie de l'organisation fini par rejoindre le camp trotskiste lui-même. Les groupes suivants orientés vers le communisme anarchiste telle que l'Association des Travailleur-ses Anarchistes (Anarchist Workers' Association, AWA) et le Groupe Communiste Libertaire de courte durée ont aussi montré des tendances léninistes et réformistes qui les a mené à abandonner leur politique libertaire. Mais l'héritage de ces groupes est important sur deux plans. D'abord, ils avaient, avant leur dégénérescence, établi une tête de pont vers les tendances dominantes de l'anarchisme britannique, surtout l'individualisme et l'anti-organisationalisme. Et, deuxièmement, ils ont montré aux militant-es à venir comment ne pas créer des organisations révolutionnaires cohérentes (une leçon qui a été malheureusement perdue pour le Groupe des Travailleur-ses Anarchistes, Anarchist Workers' Group, des années 80 et 90).

A la même période, au milieu et à la fin des années 70, d'autres tendances ont commencé à émerger, comme, d'une source inattendue, le Parti Socialiste de Grande-Bretagne, Socialist Party of Great-Britain (SPGB). Ce parti, qui célèbre son centenaire en 2004, défend une version du marxisme originale et en effet cohérente qui refuse tout compromis avec le réformisme ou les luttes à court terme. A la place, ils s'organisent pour 'créer des socialistes' par la propagande et remettre en question les élections. Certain-es des membres les plus jeunes du SPGB avaient commencé à remettre en question les orthodoxies immémoriales du parti. Ces éléments critiques se sont réunis en groupe de discussion qui a vite réaliser que l'avenir n'était pas dans l'atmosphère monolithique du parti.

Au milieu des années soixante-dix, cette faction s'est retrouvée hors du parti. Prenant le nom de Communisme Libertaire, elle essaya de reconsidérer la plupart des mouvements vus jusqu'ici, tout en restant dans le cadre d'une analyse marxiste. Après avoir changé de nom pour celui de Révolution Sociale, ce groupe rejoint le groupe socialiste libertaire Solidarity (voir plus haut), avant d'embrasser un conseillisme inorthodoxe au début des années 80 en tant que Wildcat. Wildcat, basé principalement dans le Nord-Est de l'Angleterre, fit partie des rares courants qui ont réellement essayé de faire avancer la théorie politique communiste dans les années 80.

Démocratie

Celles-ceux impliqué-es dans Wildcat et *Workers Playtime*, un journal gauchiste de Londres, entre autres, ont discuté de la nature de la démocratie et de la fétichisation des processus décisionnels. Bien sûr, les communistes avaient toujours rejeté la démocratie représentative dans sa forme classique parlementaire de la démocratie libérale, mais à présent le contenu et non seulement la forme de la démocratie était mise en question. Cela prit parfois un ton consciemment avant-gardiste, mais au-delà de la rhétorique il y eut de sérieuses questions posées sur le besoin des militant-es de la classe ouvrière d'aller de l'avant par leur action, peu importe les résultats des votes à main levée ou non. Ces questions étaient, au moins en partie, la conséquence des luttes pratiques qui avaient eu lieu dans les mines britanniques durant la grève des mineurs de 1984-85. Les médias capitalistes et une partie de la gauche et de l'extrême-gauche insistaient que le Syndicat National des Mineurs aurait du organiser un vote pour faire entrer dans la grève des milliers de mineurs jaunes dans le Nottinghamshire.

Les communistes commencèrent à parler du besoin des minorités révolutionnaires de la classe ouvrière de, quand il le faut, ignorer les décisions de la 'majorité' et trouver des moyens de s'organiser de façon égalitaire sans fétichiser la nature atomisante de la prise de décision démocratique. Ces idées étaient à vrai dire une réflexion sur comment les travailleur-ses en lutte (surtout les groupes d'attaque des mineurs) doivent opérer pour être efficaces.

La Grève des mineurs, Class War, l'écologisme social et les verts, COBAS

Cette dernière partie s'intéresse aux développements de la pensée et des luttes libertaires internationales au cours des 20 dernières années.

Nous avons conclu la dernière partie par un bref aperçu de la grève des mineurs de 1984-85 et l'impact de cette lutte brutale sur le mouvement révolutionnaire. La grève a montré la combativité, l'intelligence acerbe et la capacité pratique d'une partie historique de la classe ouvrière, les mineurs, et de leurs familles et ami-es. Elle a aussi montré les graves limites du syndicalisme et de la gauche et la faiblesse du mouvement révolutionnaire libertaire.

Exiger l'impossible?

La direction du Syndicat National des Mineurs (NUM) a encore et encore appelé à l'action solidaire des autres directions de syndicats mais, bien sûr, sans résultat.

Des sections de la gauche léniniste ont soit appelé à des augmentations des piquets de grève de masse (comme le SWP) soit exigé du Congrès des Syndicats (Trade Union Congress) qu'il appelle à une grève générale (comme Militant et le WRP). La première 'tactique', de façon isolée, s'est révélée être une impasse à Orgreave où les mineurs amassés ont été battu et dispersés par la police montée dans le genre des cosaques. La seconde tactique n'était qu'un reflet de la banqueroute du trotskisme, dont la plupart des membres n'a pas pu voir au-delà de demander aux bureaucrates de leur montrer la voie, ou aux travailleur-ses de 'survivre à l'expérience' d'exiger l'impossible à cette bureaucratie.

Pendant ce temps, les membres de base du NUM, leurs familles, leurs amis et leur supporters organisaient des groupes d'attaque pour cibler les jaunes et leurs supporters pour défendre leurs communautés. Les traditions de la pratique syndicale retenaient encore les mineurs d'atteindre directement les autres secteurs de la classe ouvrière, sans l'intermédiaire des bureaucraties des structures syndicales officielles. Cet élargissement de la lutte n'aurait pas garanti la victoire, mais son échec a condamné la lutte à la défaite.

La Réaction anarchiste

Le mouvement anarchiste et communiste libertaire a réagi de façon fractionnée, ce qui reflétait la nature fractionnée du mouvement.

Bien que les libertaires ont fait nombre sur les piquets de grève, aux manifestations et dans le travail de soutien en général, il y a eu peu

Dans la tradition

d'actions coordonnées et une quantité très limitée d'analyse poussée. De petits collectifs tels que le Groupe des Travailleur-ses de Londres (London Workers' Group, un groupe ouvert de conseillistes, anarchistes, autonomes, etc.), le groupe Wildcat à Manchester et le groupe Careless Talk dans le Staffordshire firent partie de la minorité à essayer de s'adresser aux problèmes (tels que le besoin de critiquer le NUM et la nécessité pour la lutte de s'étendre au-delà des mineurs eux-mêmes) que l'on ignorait ailleurs.

Class War

Un groupe qui émergea durant la grève des mineurs et qui allait par la suite jouer un rôle considérable dans le mouvement libertaire en Grande-Bretagne et au-delà, fut Class War (Guerre de Classe). Le groupe Class War et son journal éponyme, au format de la presse populaire, prit ses origines parmi les anarchistes de lutte des classes qui habitaient au sud du Pays de Galles et à Londres. Enervé-es et frustré-es par ce qu'elles-ils voyaient comme un net manque de dynamisme et l'irrélevance générale de la 'scène' anarchiste britannique à cette époque, ils-elles adoptèrent une approche populiste et très activiste. L'émergence de ce groupe, qui adopta une structure nationale nominalement fédérale en 1986, causa une onde de choc à travers la 'scène' anarchiste, qui, à cette époque, à quelques rares exceptions près, était sous l'influence du pacifisme, des politiques de style de vie exclusivistes et moralistes et/ou de l'individualisme.

Class War, sans surprise, mit l'accent sur une version populiste de l'anarchisme de lutte de classe, promouvant la combativité de classe et se concentrant sur les luttes de communauté plutôt que sur le lieu de travail. Leur activité pratique durant leurs premières années d'existence, à part la production et la distribution de leur journal, a compté des interrogatoires et le harcèlement public de diverses personnalités de gauche (qui le valaient bien) qui ont fait les titres des journaux. Après une période de farces inventives, mais inévitablement moins réussies, comme les événements 'Bash the Rich' ('Attaquez les riches'), la fédération porta un regard plus sérieux sur son développement politique.

Cette période de débat intense culmina avec la publication d'un livre intitulé *Unfinished Business: the politics of Class War* (1992, *Affaire en cours: la politique de Class War*) qui essaya de décrire les grandes lignes d'une pensée politique nouvelle et distincte qui prenait ses distances, sinon de la tradition anarchiste, du moins du milieu anarchiste actuel. Au même moment le livre, de façon peu convaincante, embrassait une vue libertaire du marxisme. Bien qu'une partie considérable de Class War rejeta la plus grande partie de la thèse d'*Affaire en cours*, le livre lui-même était tout au moins une tentative sérieuse de rajeunir la pensée libertaire et de s'adresser à la question

de classe à la fin du vingtième siècle. Ce faisant, il emprunta énormément à la pensée politique de la *Plateforme Organisationelle des Communistes Libertaires* (voir plus haut).

Le livre mis à part, la Fédération Class War actuelle a cependant continué à être une synthèse de l'anarchisme platformiste, du marxisme autonome, de communisme conseilliste et d'autres tendances, toutes sous des couleurs populistes. Cela créa une tension permanente au sein de l'organisation, qui, bien qu'elle apportait une certaine dynamique, mena inévitablement à des inconsistences de ligne politique au sujet des éléments fondamentaux tels que la nature des syndicats et des luttes de libération nationale.

Après une dizaine d'années à essayer de s'extirper de ce qu'elle a décrit de 'ghetto anarchiste', la fédération Class War s'est finalement dissouds après un dernier numéro de son journal intitulé 'Lettre ouverte au mouvement révolutionnaire' où elles-ils déclaraient: 'Après presque 15 ans d'activité parfois intense et forcenée, Class War compte toujours peu de membres et, pour beaucoup dans l'organisation, ne va nulle part'. Un petit nombre de militants ont gardé l'organisation en vie, qui a décidé de se décrire explicitement comme communiste anarchiste, bien que conservant une perspective populiste et de plus en plus contre-culturelle.

Mais aucune discussion de la pensée internationale libertaire des vingt dernières années ne peut ignorer l'héritage qu'a laissé Class War. Class War, qui a été au moins en partie inspiré par l'expérience punk des années 1970, a insufflé une nouvelle vision hautement combative à la politique révolutionnaire. Cette vision, qui a brillé fort pendant un court moment, a influencé beaucoup de jeunes militant-es de la classe ouvrière, nouvelles-aux en politique. Leur approche irrévérencieuse a secoué un milieu libertaire complaisant. Et, si rien d'autre, ils ont mis l'accent sur le fait qu'une politique antagonistique de classe doit être centrale à la révolution libertaire, ce qui a aidé l'anarchisme à retourner à ses origines de classe.

Une direction différente?

Si un groupe comme Class War s'est distingué par sa mise en valeur du concept de classe, d'autres courants libertaires développaient des idées qui semblaient aller dans une autre direction, celle de mettre en avant les luttes contre la destruction environnementale de la planète.

Bien que les libertaires tels que Pierre Kropotkine, Edward Carpenter et William Morris furent parmi les premier-es à s'attaquer aux questions d'environnement et d'économie à échelle humaine, les premier-es socialistes, anarchiste y compris, partageaient souvent le productivisme et la technophilie de l'idéologie capitaliste.

Le fait de ne pas s'adresser à la nature aliénante et destructrice de l'environnement du 'progrès' économique débridé fut rendu évident par l'industrialisation brutale des pays dits socialistes. Les supporters de l'Union Soviétique et de ses satellites chantaient les louanges du dernier barrage ou des derniers chiffres de production de tracteurs. Mais c'était un reflet du manque de conscience écologique en général que de voir que beaucoup de celles-ceux qui voyaient les états du 'socialisme existant' pour ce qu'ils étaient, c'est-à-dire des dictatures capitalistes d'état, n'ont pas reconnu la nature grotesque de l'idéologie productiviste qu'ils présentaient.

Ecologie sociale

Une vision anti-capitaliste révolutionnaire de l'écologisme mit longtemps à se développer. L'écologisme équivalait au conservatisme du passé qui, le plus souvent, s'intéressait à un âge d'or pré-industriel et dissimulait un programme réactionnaire. Ce n'est pas avant le travail de Murray Bookchin et son livre *Notre environnement synthétique* (1962) que l'écologie sociale allait émerger, fondée sur un humanisme révolutionnaire. Ce point de vue a été plus amplement défendu dans le livre de 1982 *L'Écologisme de la liberté*.

Au centre de l'écologie sociale, on trouve le constat que la nature productiviste du capitalisme est enveloppée de relations sociales hiérarchiques tout autant que dans le besoin pour le capital d'expansion constante. Ainsi, ce productivisme et le désir de dominer la planète sont aussi contenues dans les idéologies socialistes, surtout dans le marxisme qui défend également les relations sociales hiérarchiques. Même avant l'émergence du primitivisme ou de l'écologie profonde, Bookchin se rendit compte du danger d'une écologie fondée sur une idéologie misanthrope et anti-humaniste.

'Dans une utopie, l'homme (sic) ne retourne pas d'avantage à sa relation immédiate avec la nature que l'anarcho-communisme n'est un retour au communisme primitif. Que ce soit maintenant ou à l'avenir, les relations humaines à la nature sont médiées par la science, la technologie et la connaissance. Mais de savoir si la science, la technologie et la connaissance améliorera la nature pour son propre bénéfice dépendra de la capacité de l'homme (sic) à améliorer sa condition sociale. Soit la révolution créera une société écologiste, avec de nouvelles éco-technologies et éco-communities, ou l'humanité et le monde naturel tel que nous le connaissons aujourd'hui périra.'
(*Post-scarcity anarchism, L'Anarchisme après le manque*, 1970).

La vision de Bookchin d'une société complètement décentralisée, sans état et sans classe qui utiliserait la technologie de façon rationnelle pour sauver à la fois la planète et l'humanité reste un courant

minoritaire dans la pensée et le mouvement écologistes. D'un côté, les partis versts réformistes et les groupes de pression restent complètement dans le camp d'un capitalisme plus doux et plus gentil, alors que de l'autre les groupes primitivistes et post-primitivistes préfèrent gueuler contre la civilisation elle-même tout en suivant une trajectoire tout aussi réformiste.

Il y a beaucoup à critiquer dans la pensée de Bookchin: son rejet de la classe ouvrière comme force motrice de la transformation révolutionnaire, son soutien à un 'municipalisme libéral' qui tend à équivaloir à l'électoratisme, etc. Mais ses arguments sur la nécessité d'une technologie libératrice et une praxis anti-hiérarchique ont certainement influencé la Fédération Anarchiste et même certain-es de ses critiques les plus connu-es au sein du mouvement écologiste.

Révolution Verte

Au début des années 1990, des croisements fertiles entre les pensées communiste libertaire et écologiste ont pris la forme d'une organisation en Grande-Bretagne avec le journal *Révolution Verte* (*Green Revolution*), un journal révolutionnaire oeuvrant à la survie écologique, la libération humaine et l'action directe. Bien que de courte durée, *Révolution Verte* a tenté une approche éclectique, bien que cohérente, et a embrassé 'une tradition de lutte ininterrompue'. Cette tradition comprend les Diggers de la guerre civile anglaise, William Morris et la marxiste Rosa Luxemburg. Le journal appelait à 'une critique écologiste et libertaire du marxisme' et avait compris que 'la guerre contre la planète est une guerre de classe'. *Revolution verte* était éprise du potentiel révolutionnaire de l'écologie sociale.

L'effondrement du 'communisme'

La fin du 'socialisme existant' avec la mort de l'Union Soviétique et des autres dictatures capitalistes d'état fut accueillie favorablement par les communistes libertaires, surtout celles-ceux qui vivaient dans ces pays. L'espoir était très fort, de façon artificielle, de voir l'avènement d'un nouveau mouvement ouvrier pour le socialisme autogestionnaire dans les décombres de ces sociétés. Mais, malgré une floraison de groupes et de journaux libertaires et anti-capitalistes presque immédiate, la réalité restait que l'instabilité, les conflits ethniques et les attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière étaient la norme dans les anciens pays 'socialistes' à l'arrivée du capitalisme.

Pour la gauche staliniste à travers le monde, l'effondrement du communisme déclencha une crise et raffermi les schismes. Mais la gauche trotskiste a également senti ses effets. Les états ouvriers, aussi dégénérés et déformés qu'ils étaient pour elle encore des exemples de sociétés non-capitalistes. Leur chute la laissa dans l'embarras.

Pour celles-celles qui considéraient ces soi-disant états ouvriers comme des variantes des sociétés capitalistes, leur chute eu aussi étrangement un effet négatif. Bien sûr nous n'avions pas d'illusions que notre Dieu avait été déchu, mais le tintamare incessant de la bourgeoisie sur la 'fin du communisme', et par extension de toute solution collective aux problèmes posés par le capitalisme, eut un effet démoralisateur. 'Regardez ce qui arrive quand on fait la révolution. La dictature et le manque de liberté s'en suit inévitablement!' clamait la classe dirigeante. 'Laissez tomber maintenant!' Comme aucune vague de résistance au nouveau règne de l'économie de marché libre ne semblait en vue de la part de la classe ouvrière de l'ancien bloc soviétique, le début des années 90 semblait sombre.

Le retour de l'auto-organisation ouvrière

La défaite des mineurs fut un énorme coup porté à la confiance ouvrière. Les luttes suivantes sans succès des travailleur-ses britanniques comme celle des travailleur-ses de l'imprimerie à Warrington et à Wapping, avec la déliquescence générale de l'industrie, ont laissé beaucoup de gens abattues. Les luttes de communauté contre la Poll Tax à la fin des années 80 et au début des années 90, bien que positives, n'ont pas redonné souffle à la combativité ouvrière. En 1996, le combat des dockers de Liverpool a semblé une lutte d'un autre temps et, malgré les efforts des dockers d'internationaliser leur lutte et de chercher de nouveaux-elles alliés-es dans les mouvements d'action directe tels que Reclaim the Streets (Réinvestir les Rues), la main morte du Syndicat des Travailleur-ses des Transports (Transport and General Workers Union) a assuré leur défaite.

Lutte autonome?

Dans une partie de l'Europe, entre 1986 et le milieu des années 90, eurent lieu de nouveaux développements dans la lutte des classes. Comme partout, les conditions de vie de la classe ouvrière étaient attaquées et, comme partout, les syndicats essayaient désespérément de maintenir leur place dans les négociations et de contrôler toute lutte autonome.

En Italie, des coordinations de travailleur-ses auto-organisées furent mises en place en 1985, surtout parmi les enseignant-es, les cheminots et les métallurgistes. Ces coordinations étaient en dehors des syndicats existants et, là où les syndicats traditionnels existaient, rentrèrent vite en conflit avec eux. Bien que différents noms leur furent donnés selon les industries et les régions, le mouvement pris le nom du mouvement des COBAS (Comités de la Base) et utilisèrent des assemblées massives, un contrôle des mandats et des tactiques militantes pour mener leur lutte. La couleur politique du mouvement était variée et comprenait

divers éléments de l'ancien mouvement de l'Autonomie Ouvrière des années 70, ainsi que des trotskistes, anarchistes et autres. Sa force résidait surtout en ce qu'il mobilisait les travailleur-ses qui en avait marre de la réaction des syndicats établis face aux attaques sur leur industrie.

Bien que le mouvement COBAS était un exemple positif d'auto-organisation, il souffrit de sectorialisme et du désir de certain-es de ses activistes de former un nouveau syndicat, un peu plus à gauche et un peu moins bureaucratique que les syndicats traditionnels. En février 1991, les COBAS, avec le syndicat anarcho-syndicaliste USI, organisa une grève générale auto-organisée contre la Guerre du Golfe qui regroupa 200 000 personnes. Cette initiative rassembla bien plus de personnes que le nombre de membres des COBAS et de l'USI réunis.

Un an après, une organisation formelle, le CUB (Confédération Unifiée de la Base) fut établie, ralliant des travailleur-ses de différents secteurs. Ce syndicat 'alternatif' est aujourd'hui l'un parmi d'autres en Italie, parmi lesquels on compte aussi l'UniCobas, qui a une perspective libertaire affichée. Ces organisations ont développé leur propre pratiques bureaucratiques et opèrent dans une zone entre groupe politique, syndicat et leur rôle originel d'outil de liaison et de coordination des luttes.

France: échos de 1968?

En France au début des années 1990, un développement similaire a eu lieu lorsque les travailleur-ses de la santé, des transports, de la poste, de l'industrie des voitures, des aéroports et d'ailleurs commencèrent à s'auto-organiser. Ils mirent en place des comités de liaison indépendants qui essayaient de coordonner l'activité entre secteurs. Ces comités devaient constamment déjouer les manoeuvres de différents syndicats établis, eux-mêmes en compétition pour être reconnus et privilégiés. Des grèves sauvages de routiers, d'infirmier-es et de travailleur-ses sociaux-les débrayèrent des milliers de travailleur-ses auto-organisé-es. Quand ces luttes s'éteignirent, certaines remportant plus de succès que d'autre, les comités tendèrent à ne pas s'établir en tant que structures permanentes comme en Italie. Beaucoup de celles-ceux impliqué-es dans les grèves de 1990-92 furent par la suite impliqué-es dans la grève massive de l'automne 1995. Les fonctionnaires réagir aux attaques proposées contre la sécurité sociale, les retraites et le budget par une série de grèves, de manifestations massives et d'occupations.

Avec des échos de 1968, cela prit parfois des airs presque insurrectionnels avec des affrontements entre mineurs et policier-es, l'occupation de bâtiments publics et la levée de barricades dans les villes à travers le pays. A la fin, avec l'aide des syndicats, les groupes de travailleur-ses les plus actif-ves, comme les cheminots, furent isolé-es

et les luttes s'achevèrent.

Ce que montrent de tels événements, c'est que même dans une période où la classe dirigeante semble avoir éteint l'esprit de révolte et toute vision d'un monde meilleur, les contradictions de base du capitalisme génèrent une résistance. De même, la mainmise des bureaucrates est défiée par la créativité intrinsèque de la masse ouvrière, encore et toujours.

Dans la tradition?

Nous avons essayé de dresser un portrait bref des idées, des gens et des événements qui ont influencé le développement des idées communistes libertaires d'aujourd'hui. La plupart de ces événements nous ont permis de mieux comprendre comment les gens essaient de résoudre de façon pratique les problèmes d'organisation et de lutte. Beaucoup ont servi d'exemple et nous avons beaucoup appris de l'activité de ces gens (extra)ordinaires qui ont essayé de comprendre et de changer leur monde.

La Fédération Anarchiste n'accepte ni gourou, ni Dieu théorique, ni maître. Nous pensons qu'aucun groupe ne devrait le faire. Mais nous rejetons l'anti-intellectualisme et l'approche ahistorique, qui sont tous deux bien trop communs parmi les anarchistes. Nous ne défendons pas non plus un éclectisme qui emprunte à droite et à gauche sans appréciation critique. Nous espérons que nos lectrices-eurs rechercheront par elles-eux-mêmes les penseur-ses, groupes et mouvements dont nous avons parlé. Nous espérons qu'elles-ils prendront le temps de nous contacter et de nous demander pourquoi nous n'avons pas parlé d'X, y ou z! Tellement d'événements et théories importants ont été omis, peut-être aurions-nous dû commencer à travailler à un livre il y a des années!

Mais, dans une période telle que la nôtre, où les mouvements révolutionnaires libertaires se développent dans des endroits où ils n'avaient jamais existé jusqu'à cette dernière vingtaine d'années, une réflexion sur les endroits où ils ont existé est centrale à la compréhension de notre direction future. Nous espérons que *Dans la tradition* a contribué un peu à rendre une telle réflexion possible.

Fin (pour l'instant!).